



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Vendée
Site préfecture de Vendée
29 rue Delille
CS 60765
85020 La Roche-sur-yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXSTONE

1, rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

Références : D26.0160
Code AIOT : 0006301047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement NEXSTONE implanté Le Peux Carrière d'Antigny 85120 Antigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- Le Peux Carrière d'Antigny 85120 Antigny
- Code AIOT : 0006301047

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière à ciel ouvert du Peux est autorisée pour 30 ans par arrêté préfectoral du 22/12/2005.

Le site est également encadré par plusieurs arrêtés complémentaires (20/08/2012, 16/01/2013, 30/05/2017) concernant des modifications d'exploitation ou de remise en état et un transfert d'autorisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan exploitation	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 3.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Poussières	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	15 jours
4	Stabilité	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 11.6	Susceptible de suites	Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective	2 mois
9	Remblaiement de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.3.2.3	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Localisation des jauges de suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 19.6	Susceptible de suites	Sans objet
5	Consommation de l'eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre	Arrêté Préfectoral du 22/12/2005,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	lutte contre l'incendie	du 22/12/2005, article 4.9.3		
7	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 16/07/2025, article 6	/	Sans objet
8	Registre déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.2.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que les actions correctives demandées lors de la précédente visite aient été mises en œuvre, les constats relatifs à la stabilité et à l'émission de poussières restent d'actualité.

Ainsi, il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi régulier de la stabilité de la carrière et d'identifier des actions permettant de réduire les émissions de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 02/06/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un plan à une échelle n'excédant pas les 1/2500^{ème} doit être en permanence disponible sur la carrière. Sur ce plan sont reportées les indications suivantes :</p> <p>-> les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</p> <p>-> les parois et les fronts de taille ;</p> <p>-> les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, exprimées en m NGF ;</p> <p>-> les zones remises en état ;</p> <p>-> la position des ouvrages visés ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</p>

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Constats :

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'ajouter les hauteurs de stockage et proposé d'ajouter les éléments suivants conditionnant l'exploitation :

- le périmètre autorisé de la fosse (art.3.3 - Sécurité du public - distance d'éloignement de l'arrêté préfectoral de 2005),
- la zone hachurée identifiée à l'article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral de 2005,
- la localisation des piézomètres de suivi (art. 4.4.3 de l'arrêté préfectoral de 2005).

Lors de la présente visite, l'inspection a pu consulter le plan d'exploitation en date du 25 octobre 2025. Ce plan reprend les hauteur de stocks ainsi que le périmètre autorisé de la fosse. Ce constat n'apporte aucune remarque particulière.

L'exploitant précise que la zone hachurée identifiée à l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral de 2005 n'a pas été représentée sur le plan d'exploitation car elle se situe derrière un merlon et ne sera jamais exploitée. Les piézomètres ne sont pas représentés sur ce plan d'exploitation car ils n'avaient pas été réalisés à la date du 25 octobre 2025. Ce constat n'apporte aucune remarque particulière.

L'exploitant précise également que les zones remises en état apparaissent sur le "plan de suivi de surface" afin de ne pas surcharger le plan d'exploitation.

L'inspection constate néanmoins que le plan de suivi de surface n'a pas été mis à jour depuis 2021. Selon l'exploitant, le prestataire est entrain de mettre à jour l'ensemble des plans de suivi de surface. Ce constat fait l'objet d'une demande de justificatif.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir le plan de suivi de surface mis à jour. De plus, il devra intégrer la localisation des piézomètres sur la prochaine mise à jour du plan d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Localisation des jauges de suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de proposer un nouveau réseau de mesures en y incluant notamment les 2 établissements recevant des personnes sensibles ainsi qu'un témoin.</p> <p>Le plan de surveillance a été modifié par l'exploitant. Le réseau de mesures intègre une jauge témoin ainsi qu'une jauge au niveau de chaque établissement recevant des personnes sensibles. L'inspection constate que les relevés semestriels de 2025 ne font état d'aucun dépassement.</p> <p>Le constat ne fait l'objet d'aucune remarque particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Poussières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 02/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant d'étudier des mesures complémentaires pour réduire les sources de poussières les plus émissives, même si aucun dépassement des seuils réglementaires n'était observé.

Lors de la présente visite, l'inspection constate une émission importante de poussières au niveau du stock de sable sortant de l'installation.

L'exploitant précise que depuis l'installation du primaire en février 2025 des travaux de renforcement de l'arrosage ont été effectués et que d'autres actions d'amélioration sont à l'étude.

Ce constat fait l'objet d'une demande d'action corrective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant:

- de vérifier si tous les systèmes permettant de réduire la production de poussières étaient mis en œuvre le jour de la visite d'inspection,
- le cas échéant de proposer des actions d'amélioration avec échéancier afin de réduire à la source les émissions de poussière.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 11.6

Thème(s) : Risques chroniques, Stabilité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de la précédente visite, l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser une étude de stabilité et de procéder à des travaux afin de supprimer la zone instable identifiée à proximité des bassins. L'étude de stabilité a été réalisée fin décembre 2023 pour un rapport émis en avril 2024. L'étude n'a pas identifié de risque aux tiers. En termes de mise en sécurité, l'étude de stabilité préconise la pose de merlon en pied de front.

Lors de la présente visite, l'inspection constate que des travaux ont été réalisés afin d'éliminer la zone instable à proximité des bassins.

L'inspection constate que depuis fin décembre 2023, la piste longeant le merlon à l'Ouest de la carrière n'existe plus du fait de l'avancement de l'exploitation. La zone de stock a été entièrement réaménagée de façon à mettre en place un merlon en pied de front. Aucun engin ne peut s'approcher.

L'inspection constate que des éboulements mineurs sont présents à proximité de la zone d'exploitation. Ce constat fait l'objet d'une demande d'action corrective.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La mise en œuvre d'un suivi régulier de la stabilité de la carrière est demandée par l'inspection via un rapport parallèle à la visite d'inspection.
Ce suivi devra être par un géologue expert au minimum annuellement ou lorsque cela s'avère nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Consommation de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

L'eau du réseau public est utilisée uniquement pour les besoins humains.
Les eaux d'exhaure sont utilisées pour:

- l'arrosage des pistes,
- l'arrosage des matériaux dans les bennes des camions,
- le lavage des engins,
- le lavage des matériaux,
- le lavage des roues des camions.

Un compteur d'eau au niveau du pompage des eaux d'exhaure est mis en place.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.

Le lavage des matériaux doit se faire en circuit fermé: seul l'appoint en eau est autorisé en privilégiant l'utilisation d'eau pluviale recueillie sur le site (bassins ou eaux d'exhaure). Les volumes consommés sont consignés mensuellement sur un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux d'exhaure sont utilisées pour:

- l'arrosage des pistes,
- l'arrosage des matériaux dans les bennes des camions,
- le lavage des engins,
- le lavage des matériaux,
- le lavage des roues des camions.

Le lavage des matériaux est réalisé en circuit fermé.

Un compteur d'eau au niveau du pompage des eaux d'exhaure a été installé courant 2025. Un second compteur a été installé au niveau des installations afin de suivre précisément la consommation en eau des installations. Un suivi du relevé est disponible informatiquement.

Le constat n'apporte pas de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2005, article 4.9.3

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

[...]

La défense extérieure est assurée:

- Soit par un poteau incendie conforme à la NFS 61.213, situé à moins de 200 m du point à défendre et capable de fournir un débit de 60 m³:H sous une pression dynamique de 1 bar en toute circonstance;
- Soit par une réserve permettant d'utiliser un volume d'eau de 120 m³ pendant 2 heures accessible par les engins pompe, et dont les caractéristiques sont les suivantes:
 - distance d'implantation: 200 m,
 - surface au sol: 32 m²,
 - Hauteur d'aspiration maximum: 6 m,
 - Hauteur d'eau minimum: 0.80 m.

[...]

Constats :

La défense incendie est assurée par 2 bassins de rétention en cascade. Les bassins représentant

une superficie totale de 800 m². La hauteur d'eau minimale de 0,80 m garantit de disposer de 120 m³ en cas d'incendie.

Le constat n'amène aucune remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2025, article 6

Thème(s) : Situation administrative, Piezomètres

Prescription contrôlée :

La localisation des piézomètres respecte le plan proposé dans la demande de modification de phasage du 18 juillet 2024 et présentés en annexe 4 du présent arrêté. Un suivi du niveau piézométrique est mis en place sur les trois piézomètres de la carrière selon une fréquence semestrielle (mesures réalisées sur les trois ouvrages à la même date et fournies en NGF, après nivellement des ouvrages)

L'exploitant réalise un suivi qualitatif des eaux souterraines sur les paramètres suivants selon une fréquence annuelle :

Paramètre	Code SANDRE
pH	1302
Température	1301
Conductivité	1303
O2	1311
Couleur vraie	1309
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	1314
Indice hydrocarbure	7009

Constats :

<p>Les 3 piézomètres ont été réalisés en novembre 2025 selon le plan proposé en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire.</p> <p>Le suivi des eaux souterraines a fait l'objet d'un bon de commande auprès du prestataire extérieur (bon de commande PR13386797). La première intervention est prévue pour le premier avril.</p> <p>Ce constat n'amène aucune remarque particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté:</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé d'acceptation des déchets, le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET, le libellé ainsi que le code à 6 chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes, le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant celui de la vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre présenté par l'exploitant comprend l'ensemble des éléments requis.</p> <p>Ce constat n'amène aucune remarque particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2013, article 2.3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le registre présenté par l'exploitant comporte l'ensemble des éléments requis.</p> <p>Aucun plan topographique ne permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce constat fait l'objet d'une action corrective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place le suivi de la zone de remblaiement sur un plan topographique. Ce plan devra permettre de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>